



**Communiqué FAPE N°2/2023**  
**Papeete, le 06/04/23**

**Communiqué de presse :**

**Élections prochaines : et l'environnement dans tout ça ?**  
**Réponses de certains partis candidats aux élections territoriales de Polynésie française 2023**

La transition écologique n'apparaît pas toujours comme une priorité pour l'ensemble des partis politiques se présentant aux élections territoriales. Ainsi, la FAPE a souhaité en savoir plus en formulant avec ses associations membres un questionnaire envoyé à l'ensemble des partis candidats afin de les solliciter sur la prise en compte des enjeux environnementaux dans leur programme politique.

Ce questionnaire aborde la vision et les stratégies que le parti candidat propose pour faire face aux principales urgences écologiques. Avec des sujets divers et variés : biodiversité terrestre, protection de l'océan et des lagons, agroécologie, adaptation au changement climatique, décarbonation de la société et de l'économie polynésienne, sobriété et transition énergétique, transports, aménagement du territoire, gestion des déchets, économie circulaire, ... autant de thématiques pour lesquelles les associations polynésiennes œuvrent et souhaiteraient obtenir des engagements de la part des dirigeants politiques.

En diffusant aujourd'hui les résultats de ce questionnaire, la FAPE assure son rôle d'intermédiaire et d'informateur auprès des citoyens dans le but d'éclairer modestement les électeurs qui pourront faire un choix en connaissance de cause.

Nous avons reçu les réponses de quatre partis politiques dans l'ordre suivant: le Tapura Huiraaatira , le Tavini Huiraaatira , Hau Ma'ohi - Paix et Nation Polynésienne et Heiura les Verts. Les réponses sont disponibles ici : [Élections territoriales, réponses des candidats à nos questions sur la protection de l'environnement.](#)

Est ce à dire que les autres partis politiques n'ont pas réfléchi à ces questions ou n'en font pas une priorité ?

Suite aux élections, la FAPE continuera à être vigilante pour que la protection de l'environnement soit considérée comme essentielle dans la mise en œuvre des politiques publiques.